



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES ACHATS DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE













APPEL D'OFFRES OUVERT

FOURNITURE DE DISPOSITIFS MEDICAUX DE PHACO- EMULSIFICATION ET VITRECTOMIE ET DE TROUSSES DE CHIRURGIE PERSONNALISEES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP AO_2025_019

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : FOURNITURE DE DISPOSITIFS MEDICAUX DE PHACO-EMULSIFICATION ET VITRECTOMIE ET DE TROUSSES DE CHIRURGIE PERSONNALISEES</p>
	<p>Acheteur :</p> <p>CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54000 - NANCY</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Établissements du GHT Hôpitaux Sud Lorraine, 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 54000 NANCY</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 5 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>L'accord-cadre est révisable.</p>
	<p>Prestations similaires :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1.	PRÉAMBULE.....	5
PARTIE 2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
ARTICLE 1.	PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE	6
ARTICLE 2.	PRÉSENTATION DU CONTRAT	7
2.1.	OBJET DU CONTRAT	7
2.2.	ÉTABLISSEMENT(S) BÉNÉFICIAIRE(S) DU CONTRAT	7
2.3.	DIVISION EN LOTS	7
2.4.	FORME DU CONTRAT	8
2.5.	DURÉE DU CONTRAT	9
ARTICLE 3.	NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	9
3.1.	NCHFS : NOMENCLATURE DES CATÉGORIES HOMOGÈNES DES FOURNITURES ET SERVICES.....	9
3.2.	CPV : CLASSIFICATION PRINCIPALE CONFORME AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS	9
ARTICLE 4.	PROCÉDURE DE PASSATION.....	9
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
ARTICLE 6.	PARTIES CONTRACTANTES.....	10
6.1.	REPRESENTANT DE L'ACHETEUR.....	10
6.2.	TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC.....	10
6.3.	SOUS-TRAITANCE	10
6.4.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	10
PARTIE 3.	ENGAGEMENTS DES PARTIES	11
ARTICLE 7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
7.1.	MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE	11
7.2.	DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE	11
7.3.	MONNAIE DE COMPTE	11
7.4.	CONFORMITÉ DES PRESTATIONS.....	11
7.5.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	12
7.6.	CONTINUITÉ D'EXÉCUTION	12
ARTICLE 8.	OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE.....	12
ARTICLE 9.	OBLIGATION DE COLLABORATION.....	12
ARTICLE 10.	RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES.....	13
ARTICLE 11.	TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	13
11.1.	FINALITÉS.....	13
11.2.	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES	14
11.3.	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES.....	14
11.4.	TRANSFERTS DE DONNÉES.....	14
11.5.	SÉCURISATION DES DONNÉES	14
11.6.	CONSERVATION DES DONNÉES.....	14
ARTICLE 12.	MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION	14
12.1.	À L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	14
12.2.	À L'INITIATIVE DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 13.	CONSTITUTION DE STOCK.....	15
PARTIE 4.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	16
ARTICLE 14.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	16
14.1.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	16
14.2.	DÉTERMINATION DES PRIX.....	16
14.3.	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	16
14.4.	PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE PRIX.....	16
14.5.	VARIATION DES PRIX	17
14.6.	OFFRES PROMOTIONNELLES.....	17

14.7.	INTÉGRATION DE NOUVELLES RÉFÉRENCES POUR COMPLÉMENT DE GAMME.....	17
14.8.	REMISE SUR CATALOGUE	18
14.9.	REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES.....	18
14.10.	REMISES LIÉES AUX CONDITIONS LOGISTIQUES	18
ARTICLE 15.	MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	18
15.1.	FACTURATION ÉLECTRONIQUE – PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	18
15.2.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	19
15.2.1.	PAIEMENT – PRINCIPES GÉNÉRAUX	19
15.2.2.	DEMANDE DE PAIEMENT.....	19
15.3.	CESSION DE CRÉANCE.....	20
15.4.	DÉLAI DE PAIEMENT.....	20
15.5.	ESCOMPTE(S) CONSENTI(S).....	21
ARTICLE 16.	AVANCE.....	21
ARTICLE 17.	RETENUE DE GARANTIE.....	21
PARTIE 5.	MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	22
ARTICLE 18.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	22
ARTICLE 19.	PASSATION DES COMMANDES	22
19.1.	ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE	22
19.2.	LIVRAISON DES DISPOSITIFS MÉDICAUX STÉRILES.....	23
19.3.	DURÉE DE VALIDITÉ DES PRODUITS A LA LIVRAISON	23
19.4.	RETOUR DE MARCHANDISES	23
19.5.	REPRISE DES PRODUITS.....	23
ARTICLE 20.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS	23
ARTICLE 21.	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.....	25
21.1.	RESPONSABILITÉ	25
21.2.	ASSURANCES	25
ARTICLE 22.	CLAUDE DE RÉEXAMEN.....	26
22.1.	AJOUT D'ÉTABLISSEMENTS.....	26
ARTICLE 23.	ÉVÈNEMENT IMPRÉVISIBLE	26
ARTICLE 24.	PHARMACOVIGILANCE.....	26
ARTICLE 25.	CLAUDE DE SÉCURISATION D'APPROVISIONNEMENT	26
ARTICLE 26.	TRANSITION DE DÉBUT D'EXÉCUTION DE MARCHÉ	26
PARTIE 6.	VERIFICATION DES PRESTATIONS, GARANTIE	28
ARTICLE 27.	RÉCEPTION, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES.....	28
ARTICLE 28.	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION SUITE A LIVRAISON DE FOURNITURES OU EQUIPEMENTS.....	28
28.1.	VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES	28
28.2.	VÉRIFICATIONS QUALITATIVES.....	28
ARTICLE 29.	INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION.....	29
ARTICLE 30.	GARANTIE	29
PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	30
ARTICLE 31.	PÉNALITÉS ET PRIMES.....	30
ARTICLE 32.	DISPOSITIONS APPLICABLES EN L'ABSENCE DE LIVRAISON	31
ARTICLE 33.	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'ARRÊT DE COMMERCIALISATION	31
ARTICLE 34.	CAS DE RÉSILIATION	32
ARTICLE 35.	EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	32
ARTICLE 36.	DIFFÉRENTS ET LITIGES	32
36.1.	MÉDIATEUR INTERNE	33
36.2.	TRIBUNAL COMPÉTENT	33
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG	34
ANNEXE 1 -	INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	35

PARTIE 1. PRÉAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

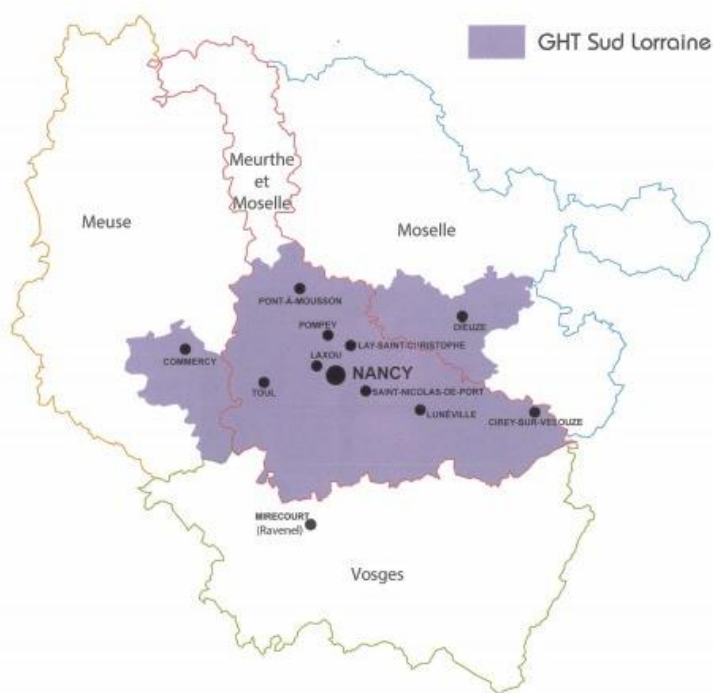
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Hôpitaux Sud Lorraine (aussi dénommé GHT 7) a été créé, en application de la Loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé.

Les 11 établissements membres du GHT Hôpitaux Sud Lorraine sont :

- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy
- Le Centre Hospitalier de Commercy
- Le Centre Hospitalier de Dieuze
- Le Centre Hospitalier de Pompey
- Le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Le Centre Hospitalier de Toul
- Le Groupement Hospitalier de l'Est Meurthe-et-Moselle regroupant :
 - ◆ le CH de Lunéville
 - ◆ le CH de Saint-Nicolas-de-Port
 - ◆ le CH 3H Santé
- L'établissement public en santé mentale de Nancy à Laxou
- L'établissement public en santé mentale de Ravenel à Mirecourt



Le CHRU de Nancy, désigné établissement support, assure, depuis le 1er janvier 2018, la responsabilité de la fonction achat pour le compte des établissements parties du GHT.

Il devient à ce titre pouvoir adjudicateur unique pour l'ensemble des établissements parties au GHT.

Conformément à l'article R 6132-16 du Code de Santé Publique, la fonction achat comprend les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Les établissements parties assurent, pour ce qui les concerne, l'exécution des marchés publics (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

ARTICLE 2. PRÉSENTATION DU CONTRAT

2.1. OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet la fourniture de dispositifs médicaux de phaco-émulsification et vitrectomie et de trousse de chirurgie personnalisées.

Les équipements biomédicaux associés aux fournitures proposées pour les lots n° 1 et 2 seront mis à disposition de l'établissement. Cette mise à disposition sera régie par un contrat de MAD.

Pour le CHRU de Nancy, le modèle de contrat de MAD est joint en annexe « DT_RepTech_Contrat MAD ». Il sera signé par les deux parties et fera partie intégrante du marché.

Pour les CH de Toul et Lunéville, un contrat de MAD sera établi au démarrage du marché, cadrant la livraison des équipements à l'établissement et leur maintenance. Il sera signé par les deux parties et fera partie intégrante du marché.

2.2. ÉTABLISSEMENT(S) BÉNÉFICIAIRE(S) DU CONTRAT

L'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) du présent contrat est (sont) :

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY, 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 54000 NANCY

Centre Hospitalier Saint Charles de Toul, 1 Cours Raymond Poincaré, 54201 TOUL Cedex

Centre Hospitalier de Lunéville, 6 rue Girardet - BP 30206, 54301 LUNEVILLE Cedex

2.3. DIVISION EN LOTS

Le marché est alloté comme suit:

- **Lot n° 1: CONSOMMABLES DE PHACOEMULSIFICATION ET VITRECTOMIE PAR ULTRASON-SEGMENT ANTERIEUR ET POSTERIEUR**
- **Lot n° 2: CONSOMMABLES DE PHACOEMULSIFICATION ET VITRECTOMIE - SEGMENT ANTERIEUR ET POSTERIEUR - COMBINE**
- **Lot n° 3: PACK PERSONNALISE 1 CHIRURGIE CATARACTE POUR LE CHRU DE NANCY**

- Lot n° 4: PACK PERSONNALISE 2 CHIRURGIE CATARACTE POUR LE CH DE TOUL
- Lot n° 5: PACK PERSONNALISE 3 CHIRURGIE CATARACTE-POUR LE CH DE LUNEVILLE

2.4. FORME DU CONTRAT

Le contrat est établi en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire

Lots	Montant minimum de commande sur la durée l'accord-cadre	Montant maximum de commande sur la durée de l'accord-cadre
Lot n° 1	Sans	5.565.000,00 € HT
Lot n° 2	Sans	3.360.000,00 € HT
Lot n° 3	Sans	1.500.000,00 € HT
Lot n° 4	Sans	780.000,00 € HT
Lot n° 5	Sans	240.000,00 € HT

Les montants maximums de l'accord-cadre correspondent à un maximum de dépenses. Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses aux opérateurs retenus et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite des montants ci-dessus indiqués.

Les quantités estimatives indiquées dans le DQE servent de base à l'analyse des offres. Elles ne sont donc pas contractuelles.

2.5. DURÉE DU CONTRAT

Lot 1 “CONSOMMABLES DE PHACOEMULSIFICATION ET VITRECTOMIE PAR ULTRASON-Segment ANTERIEUR ET POSTERIEUR”

et Lot 2 “CONSOMMABLES DE PHACOEMULSIFICATION ET VITRECTOMIE - Segment ANTERIEUR ET POSTERIEUR - COMBINE”

Durée totale de cet accord-cadre : 84 mois

L'accord-cadre est exécutoire à compter du 01/07/2025, ou de la date de sa notification si celle-ci intervient ultérieurement, pour une période de 7 ans correspondant à la durée d'utilisation des équipements associés mis à disposition par le titulaire au début du contrat.

Délai de livraison des commandes individuelles (en jours calendaires): 8

Lot 3 “PACK PERSONNALISE 1 CHIRURGIE CATARACTE POUR LE CHRU DE NANCY”

et Lot 4 “PACK PERSONNALISE 2 CHIRURGIE CATARACTE POUR LE CH DE TOUL”

et Lot 5 “PACK PERSONNALISE 3 CHIRURGIE CATARACTE-POUR LE CH DE LUNEVILLE”:

Durée totale de cet accord-cadre : 48 mois

L'accord-cadre est exécutoire à compter du 01/07/2025, ou de la date de sa notification si celle-ci intervient ultérieurement.

Délai de livraison des commandes individuelles (en jours calendaires): 8

ARTICLE 3. NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

3.1. NCHFS : NOMENCLATURE DES CATÉGORIES HOMOGÈNES DES FOURNITURES ET SERVICES

18.201	DISPOSITIFS MEDICAUX CONSOMMABLES POUR OPHTALMOLOGIE
18.412	BISTOURIS ELECTRONIQUE, GENERATEURS DE RADIOFREQUENCE, CRYOCHIRURGIE, PHAKOEMULSIFICATEURS, MOTEURS CHIRURGICAUX

3.2. CPV : CLASSIFICATION PRINCIPALE CONFORME AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 33140000-3 - Consommables médicaux

ARTICLE 4. PROCÉDURE DE PASSATION

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes (DCE_CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes (DCE_CCTP)
- Le mémoire technique

- La réponse technique sur l'équipement (DT_RepTech_Eqpt et DT_RepTech_Contrat MAD)
- Le cadre de réponse sur le développement durable
- L'offre technique du titulaire (FT)
- La remise sur tarifs (DF_Remis)
- La remise sur chiffre d'affaires (DF_RemisFA)
- La remise liée aux conditions logistiques (DF_RemisLog)
- L'escompte consenti (DF_Escompt)

L'original de chacun de ces documents est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

Les mentions qui pourraient apparaître sur des documents présents dans l'offre du candidat (devis, offre commerciales, CGV ...) et qui seraient contradictoires avec les documents du DCE seront considérées comme nulles.

ARTICLE 6. PARTIES CONTRACTANTES

6.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le représentant légal de la personne publique " Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy "est le représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'agit de Monsieur le Directeur Général du CHRU de Nancy, qui est par conséquent habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par application du code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

6.2. TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la Mairie de Nancy.

6.3. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

6.4. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas prévus à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire a l'obligation de répondre à toute demande effectuée par bons de commande d'un bénéficiaire.

7.1. MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier au bénéficiaire dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.2. DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

7.3. MONNAIE DE COMPTE

La monnaie de compte du présent accord-cadre est l'Euro.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

7.4. CONFORMITÉ DES PRESTATIONS

Les indications portées sur les bons de commande s'imposent au titulaire. Toute prestation non conforme au bon de commande et aux cahiers des clauses particulières sera systématiquement refusée, sauf accord préalable du représentant de l'établissement ayant autorité. La livraison devra respecter les conditions de stockages inhérents aux produits (sécurité, chaleur, humidité...)

Les fournitures et prestations seront conformes aux spécifications techniques décrites dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soient de qualité similaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-conformité qualitative, la responsabilité du fournisseur sera alors engagée. Il sera mis en demeure, par tous moyens appropriés :

- de remplacer à ses frais la fourniture non conforme dans les délais les plus brefs ;
- de supporter les éventuels frais de réparations, mise à disposition d'un matériel de remplacement – voire remplacement du matériel, consécutifs à un dommage ou à la non-conformité du produit

occasionnerait une détérioration directement imputable dans les conditions de fonctionnement normal de l'appareil.

Les pénalités de non-conformité seront appliquées, telles que prévues au présent CCAP.

7.5. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

7.6. CONTINUITÉ D'EXÉCUTION

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service pour l'exécution des prestations prévues par le marché, dans les conditions fixées par le CCTP. Il en répond par la mise en œuvre de moyens humains et matériels et d'une organisation adéquats.

En cas de refus par le titulaire d'exécuter un bon de commande émis dans les conditions et dans le délai de prévenance prévues par le marché, et sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à un tiers la charge de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les sommes dues à ce titre, telles que prévues au présent CCAP, seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Sont considérés comme cas de force majeure, les événements extérieurs non prévisibles, mettant l'opérateur dans l'impossibilité de remplir ses engagements (ex : catastrophe naturelle, émeutes, ...). Le fait de grève du personnel du titulaire ne pourra être considéré comme cas de force majeure.

Au cas où la prestation devrait être modifiée pour l'un de ces cas, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre. Les mesures nécessaires ne pourraient être prises qu'après agrément écrit.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'Offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Le bénéficiaire s'engage à désigner les interlocuteurs privilégiés du titulaire dès la notification de l'accord-cadre.

Une fois l'accord-cadre mis à disposition, le bénéficiaire garantit l'exclusivité au titulaire.

ARTICLE 9. OBLIGATION DE COLLABORATION

Le bénéficiaire et le titulaire s'engagent mutuellement à s'alerter dans les meilleurs délais en cas de difficulté constatée afin que soit mise en place une solution adaptée.

À la demande du bénéficiaire ou du titulaire des réunions dans les locaux du pouvoir adjudicateur sont organisées, traitant notamment de la mise en place de la solution, de l'avancement et suivi des prestations ou des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 10. RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le GHT Hôpitaux Sud Lorraine est signataire depuis octobre 2021 de la charte « Relations fournisseurs et Achats Responsables » (« charte RFAR ») organisée par la Médiation des Entreprises et le Conseil National des Achats (CNA). En poursuivant cette dynamique, le CHRU de Nancy, établissement support du GHT, a été labélisé RFAR en novembre 2022.

Aussi, il souhaite mettre en œuvre autant que possible les exigences de la norme ISO 20400 Achats Responsables dans ses achats.

Afin d'encourager et harmoniser ces bonnes pratiques, le GHT Hôpitaux Sud Lorraine invite le titulaire du marché public, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR et du parcours RFAR promu par la Médiation des Entreprises et le CNA.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de la charte RFAR, d'attribution du label RFAR, ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou labels, tels que la norme ISO 20400 « Achats Responsables – ligne directrice », dans ses processus internes.

La Médiation des Entreprises – en association avec le CNA - pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>

ARTICLE 11. TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

L'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) du marché, tel(s) qu'identifié(s) dans le présent CCAP, s'engage(nt) à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel du (des) établissement(s) bénéficiaire(s) dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

11.1. FINALITÉS

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

11.2. CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

11.3. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Hôpitaux Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : dpo@chru-nancy.fr

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

11.4. TRANSFERTS DE DONNÉES

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

11.5. SÉCURISATION DES DONNÉES

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

11.6. CONSERVATION DES DONNÉES

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

ARTICLE 12. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

12.1. À L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Tous les produits proposés devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels. Ils devront pouvoir s'adapter facilement, sans coût supplémentaire, à toute modification des règlements à venir.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourront ainsi être modifiées par voie d'avenant pour acter l'évolution de la réglementation en vigueur ou des données de matériovigilance.

En cas d'évolution technologique, de changement de techniques, d'indication médicale, de contraintes logistiques, le pouvoir adjudicateur se laisse également la possibilité de demander au titulaire de nouvelles fournitures ou prestations ou compléter, modifier ou remplacer les fournitures ou prestations qu'il avait proposées initialement par des fournitures ou prestations jugées adaptées aux besoins. Le titulaire devra présenter une proposition de nouvelle(s) référence(s) à prix équivalent ou inférieur.

12.2. À L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur afin d'éviter une remise en cause de l'accord-cadre.

- Évolution technologique des prestations pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre : Le titulaire pourra proposer de substituer totalement ou partiellement une nouvelle prestation à l'ancienne, et ce, aux mêmes conditions tarifaires que celles retenues dans le cadre de l'accord-cadre initial.
- Problème temporaire d'approvisionnement pendant la durée de l'accord-cadre : cf article "DISPOSITIONS APPLICABLES EN L'ABSENCE DE LIVRAISON" du présent document. Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de résilier le marché public (ou le lot concerné), sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.
- Arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre : cf article "DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'ARRÊT DE COMMERCIALISATION" du présent document.

ARTICLE 13. CONSTITUTION DE STOCK

Lorsque la fourniture est d'origine étrangère, le titulaire doit constituer, sur le territoire métropolitain, un stock minimum de 3 mois de consommation.

Le non-respect de cette clause constitue, par extension de l'article 41 du CCAG-FCS, une cause de résiliation du marché sans indemnités aux torts du titulaire.

ARTICLE 14. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

14.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires mentionnés dans l'offre.

14.2. DÉTERMINATION DES PRIX

Lot 1 “CONSOMMABLES DE PHACOEMULSIFICATION ET VITRECTOMIE PAR ULTRASONS-SEGMENT ANTERIEUR ET POSTERIEUR”

Lot 2 “CONSOMMABLES DE PHACOEMULSIFICATION ET VITRECTOMIE - SEGMENT ANTERIEUR ET POSTERIEUR - COMBINE”:

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le coût de la mise à disposition des équipements et de leur maintenance doit être intégré aux prix des références de consommables auxquels ils sont associés.

Les frais de manutention et de transport, qui naitraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Lot 3 “PACK PERSONNALISE 1 CHIRURGIE CATARACTE POUR LE CHRU DE NANCY”

Lot 4 “PACK PERSONNALISE 2 CHIRURGIE CATARACTE POUR LE CH DE TOUL”

Lot 5 “PACK PERSONNALISE 3 CHIRURGIE CATARACTE-POUR LE CH DE LUNEVILLE”:

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naitraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

14.3. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

14.4. PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE PRIX

Le candidat établira son offre de prix en précisant :

- la référence de l'article ;
- le prix unitaire HT public ;
- le taux de remise consenti ;
- le prix unitaire HT remisé ;
- le taux de TVA applicable ;
- le montant total HT
- le montant total TTC.

Aucun changement dans la référence, l'étiquetage et le conditionnement d'un article ne sera permis sans l'accord écrit préalable de la Direction des Achats du GHT Sud Lorraine.
Les prix unitaires HT seront fixés avec 3 chiffres après la virgule maximum.

14.5. VARIATION DES PRIX

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix unitaires HT de référence de l'accord-cadre sont fermes pour la première période d'exécution et sont révisables à chaque date anniversaire du marché.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 0,4 * c1/C1 + 0,3 * c2/C2 + 0,3$

où

c1 = indice 10765273 - Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire en vigueur selon les derniers indices valides, publiés par l'INSEE au moment de la demande de révision des prix

C1 = indice 10765273 - Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

c2 = indice CNR LD EA - Comité National Routier en vigueur selon les derniers indices valides publiés au moment de la demande de révision des prix

C2 = indice CNR LD EA - Comité National Routier en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

Détermination des prix de règlement :

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

14.6. OFFRES PROMOTIONNELLES

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, à son initiative, octroyer temporairement de nouvelles remises supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. En particulier, il peut faire bénéficier l'établissement des prix et des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Il en informe préalablement, par courrier électronique à l'adresse suivantes : marches.publics@chru-nancy.fr, la(les) personne(s) référente(s) désignée(s) par le CHRU de Nancy. Il donne toutes précisions utiles, telles que la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Les prix ou offres promotionnels sont appliqués aux commandes envoyées par les établissements durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de la commande inférieur à celui qui résulterait de l'application du tarif en cours dans le cadre du marché public.

A l'expiration de la période de promotion, les prix de l'accord-cadre, tels que fixés dans le dernier bordereau des prix unitaires validé, sont à nouveau applicables de plein droit.

14.7. INTÉGRATION DE NOUVELLES RÉFÉRENCES POUR COMPLÉMENT DE GAMME

Les fournitures de même gamme non recensées lors de la conclusion du contrat pourront être ajoutées à l'accord-cadre, par voie d'avenant, pour complément de gamme, jusqu'au terme du marché.

L'offre de prix ne pourra être supérieure au chiffrage résultant de l'application du taux de remise consenti pour le dispositif déjà référencé au marché, dans la gamme visée à étendre, sur le prix unitaire HT public du dispositif ajouté.

14.8. REMISE SUR CATALOGUE

Les prestations et fournitures de même nature non recensées lors de la consultation pourront faire partie intégrante de l'accord-cadre et feront l'objet de devis accepté ou de bon de commande valorisé dès lors qu'elles figurent sur le catalogue ou tarif du fournisseur. Ces fournitures et prestations devront être en relation directe avec l'objet du marché public.

Le titulaire aura ainsi proposé dans son offre (DF_BPU, onglet REMISES) une ou plusieurs remises sur son catalogue / tarif public qui seront maintenues pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le franco de port et d'emballage s'appliquera également aux fournitures et prestations non prévues dans les tableaux, mais qui se rattachent ainsi au marché public.

14.9. REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES

Le fournisseur peut proposer un (ou plusieurs) taux de remise sur chiffres d'affaires à appliquer à la fin de chaque période d'exécution du marché public.

Le pourcentage de réduction s'appliquera sur l'ensemble des commandes réalisées au cours de cette période. À la fin de chaque année d'exécution, le titulaire émettra au profit des établissements un avoir du montant total de la remise pour la période considérée.

14.10. REMISES LIÉES AUX CONDITIONS LOGISTIQUES

Le fournisseur peut proposer un (ou plusieurs) taux de remise en fonction du nombre de commandes annuelles effectuées par entité juridique.

Le pourcentage de remise s'appliquera sur l'ensemble des commandes réalisées au cours de cette période. À la fin de chaque année d'exécution, le titulaire émettra au profit des établissements un avoir du montant total de la remise pour la période considérée.

Le fournisseur peut aussi proposer un (ou plusieurs) taux de remise en fonction du montant des commandes effectuées. Le pourcentage de remise s'appliquera alors directement sur la commande concernée.

Le fournisseur complètera l'annexe DF_RemisLog pour indiquer la (les) remise(s) consentie(s) en fonction du nombre de commandes annuelles.

ARTICLE 15. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

15.1. FACTURATION ÉLECTRONIQUE – PRINCIPES GÉNÉRAUX

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

15.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

15.2.1. PAIEMENT – PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au CCAG. Il sera opéré par mandat administratif au compte courant du titulaire renseigné sur l'acte d'engagement. Les comptables assignataires chargés des paiements des établissements, sont les trésoriers des établissements bénéficiaires précisés sur l'acte d'engagement ou, le cas échéant, par voie d'avenant.

15.2.2. DEMANDE DE PAIEMENT

Remise de la demande de paiement :

Les commandes seront facturées, après l'admission des prestations, par application des prix unitaires HT fixés aux quantités réellement commandées / réalisées.

Facturation électronique :

Ces factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- le numéro SIRET qui identifiera l'établissement en tant que destinataire de la facture
- le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure, le cas échéant
- le numéro d'engagement = numéro de commande

INFORMATIONS RELATIVES AU CHRU DE NANCY :

- SIRET : 200 042 166 00013
- Code service et N° engagement :

Libellé des fournitures : Produits de santé
Code service : PHARM
N° engagement : N° commande = PHARM xxxxx
Courriel : factures.PUI@chru-nancy.fr

Libellé des fournitures : Factures sans commandes initiales
Code service : DIV
N° engagement : Facultatif
Courriel : factures.DIV@chru-nancy.fr

INFORMATIONS RELATIVES AU CH DE TOUL:

- SIRET : 265 400 184 00015
- Libellé des fournitures: Produits de santé
- Code CHORUS: PHARMACIE
- Code service: GPHARM
- N° engagement : N° commande (facultatif)

INFORMATIONS RELATIVES AU CH DE LUNEVILLE:

- SIRET : 265 400 317 00011
- Code service et N° engagement :
- Libellé des fournitures: Produits de santé
- Code service : DM/CGBLO
- N° engagement : N° commande = 202xxxxxx
- Courriel : Groupe_Factures_pharma@ch-luneville.fr

15.3. CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance (NOTI6) par le CHRU de Nancy en autant d'exemplaire original que de comptable assignataire.

Le titulaire transmet les certificats de cession à la société d'affacturage qui les remettra à chacun des comptables des établissements bénéficiaires accompagnés d'un RIB.

15.4. DÉLAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 50 jours pour les établissements publics de santé.

Ce délai global de paiement court :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

15.5. ESCOMPTE(S) CONSENTI(S)

Le fournisseur complètera l'annexe DF_Escompt pour indiquer le (les) escompte(s) consenti(s) en cas de règlement anticipé.

ARTICLE 16. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

ARTICLE 17. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 18. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Forme des notifications et informations :

La notification des demandes, décisions et informations qui font courir un délai est faite par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer la date de réception.

Cette notification peut être faite :

- soit par le biais du profil d'acheteur :
- soit via messagerie électronique des parties :
 - à l'adresse mail du pouvoir adjudicateur : marches.publics@chru-nancy.fr
 - à l'adresse mail du titulaire, telle que mentionnée à l'acte d'engagement ;

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivrée par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 19. PASSATION DES COMMANDES

19.1. ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le marché s'exécutera au moyen de bons de commande, au fur et à mesure des besoins, émis par l'établissement bénéficiaire. Le délai de livraison/exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Le bon de commande comporte les informations suivantes :

- La référence au présent marché
- La désignation de la fourniture/prestation
- Les quantités commandées
- Le ou les lieux et la date de livraison/exécution
- Les prix unitaires H.T fixés au marché
- Le taux et le montant de la T.V.A
- Les montants HT et TTC de la commande

Le bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Les bons de commande émis jusqu'à l'expiration de la période de validité de l'accord-cadre pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'établissement ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Seuls les bons de commande signés par l'un des pharmaciens habilités seront honorés par le fournisseur.
Tout dispositif envoyé sans accord préalable de la pharmacie (bon de commande ou autre en cas d'urgence) ne fera l'objet d'aucune régularisation financière.

Le 1er bon de commande des consommables génère la mise en place de la fourniture des équipements biomédicaux

19.2. LIVRAISON DES DISPOSITIFS MÉDICAUX STÉRILES

Les dispositifs médicaux stériles sont livrés dans un délai maximum de 8 jours calendaires.
Des commandes peuvent être exceptionnellement établies avec demande de livraison dans les 48h pour toutes commandes passées avant 16h00.

19.3. DURÉE DE VALIDITÉ DES PRODUITS A LA LIVRAISON

La durée de validité des produits livrés doit être égale ou supérieure aux 2/3 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à un an et d'au moins un an pour les autres.

19.4. RETOUR DE MARCHANDISES

L'établissement se réserve le droit de rejeter sans formalités, en tout ou partie, toute fourniture qui ne lui paraîtrait pas conforme aux stipulations du cahier des charges.

La fourniture rejetée est retirée et remplacée par le titulaire sous 24 heures.

En cas de retour de marchandises à sa charge (suite à une erreur de livraison par exemple), le titulaire dispose d'un délai de 20 jours maximum à compter de la réception de la lettre l'avisant de la mise à disposition des produits, pour les récupérer.

Les frais afférents à une reprise de stock à la demande d'un établissement sont à la charge de celui-ci.

19.5. REPRISE DES PRODUITS

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, à un événement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché.

Les frais afférents à une reprise de stock à la demande d'un établissement sont à la charge de celui-ci.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du marché organisera cette destruction directement sur un site homologué local et en assurera les frais de destruction et de transport.

ARTICLE 20. EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Lieux d'exécution :

* lieux et horaires de livraison :

Spécificités concernant le magasin du CHRU de Nancy :

Magasin Central Brabois :

Rue du Morvan - 54511 Vandœuvre-lès-Nancy

Tel 03 83 15 42 09 - Fax 03 83 15 38 05

Horaires de réception : lundi au vendredi, 8h-11h30, 13h-16h.

Accès pour tous camions, quai amovible à disposition.

* Lieux et horaires de livraison :

HOPITAL BRABOIS ADULTES
Service Pharmacie Adultes
Allée du Morvan
54500 VANDOEUVRE les NANCY

Horaires :

Semaine ==> 8h00 - 12h30 / 13h30 - 16h00

Samedi ==> 8h00 - 12h00 (pour les produits urgents uniquement)

Le samedi, les livraisons devront impérativement être effectuées directement au service pharmacie de l'hôpital Brabois adultes et non à la conciergerie.

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

* Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues aux articles 20 et 21 du CCAG-FCS.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire. De plus, conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage sont effectués sous la responsabilité du titulaire.

En cas de problème dans les circuits de distribution normaux (grève des transporteurs ...), le titulaire prendra en charge tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

* Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

Livraison :

Les produits doivent être livrés conformément aux indications portées sur le bon de commande. Le lieu, la date de livraison et les heures devront être rigoureusement respectés.

Les livraisons effectuées en dehors des heures d'ouverture précisées sur les bons de commande seront considérées comme non réceptionnées et, par conséquent, non payées.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique. Un deuxième envoi sera effectué par le titulaire sans attendre la fin des opérations de vérification et de recherche.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de l'établissement et accepte toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison.

Il doit prévoir le personnel et le matériel indispensable en vue d'assurer la livraison dans des conditions satisfaisantes. Il est responsable des accidents matériels et corporels susceptibles de survenir à l'occasion de la livraison.

Il doit prendre toutes les dispositions en matière de conditionnement pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries, lors du transport et de l'expédition des produits, dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Il devra également mettre en œuvre tous les moyens adaptés qu'il jugera nécessaire pour une livraison en toute sécurité pour ses agents et les personnes environnantes sur le site de livraison (hayon, diable ou chariot adapté au transport de bouteilles...).

La livraison de produits représentant un volume important devra se faire au moyen d'un camion dont la hauteur ne devra pas dépasser 3m70 et muni d'un hayon élévateur. Ce hayon sera mobile et apte à descendre les marchandises jusqu'au niveau du sol.

Les livraisons sur palette devront être effectuées sur palettes européennes consignées agréées SNCF 0,80 m x 1,20 m. Leur hauteur chargée ne pourra excéder 1m60.

Ces palettes seront filmées et stables. Elles ne devront pas être gerbées l'une sur l'autre.

Les palettes étant consignées seront échangées au moment de la livraison.

Les cartons devront être empilables.

Pour des raisons d'ergonomie et de protection des agents vis-à-vis des troubles musculo-squelettiques liés du port de charge, les conditionnements en carton de moins de 8kg sont vivement souhaités et seront privilégiés. Le bordereau de livraison placé sur un colis ou sur le film de la palette, doit impérativement être visible et d'accès aisé.

Sur ce bordereau devront obligatoirement figurer :

- le numéro de commande,
- les références et les dénominations des articles livrés,
- les quantités demandées,
- les quantités livrées,
- l'origine et le(s) numéro(s) des lots de fabrication,
- les dates de péremption,
- la date de livraison
- le nom du titulaire du marché.

faute de quoi le fournisseur s'exposera à en voir refusée ou ajournée la réception.

Dans la mesure où le prestataire doit assurer, lors d'une livraison unique, l'approvisionnement de l'intégralité de la commande, il ne pourra pas être facturé de frais de livraison, en cas de reliquat.

ARTICLE 21. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

21.1. RESPONSABILITÉ

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à l'établissement bénéficiaire ou à des tiers.

21.2. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Conformément à l'obligation mentionnée à l'article L1142-2 du Code de la Santé Publique, le titulaire, en sa qualité de producteur, exploitant ou fournisseur de produits de santé, à l'état de produits finis, est tenu de souscrire une assurance destinée à garantir pour sa responsabilité civile ou administrative susceptible d'être engagée en raison de dommages subis par des tiers et résultant d'atteintes à la personne, survenant dans le cadre de l'ensemble de son activité.

ARTICLE 22. CLAUSE DE RÉEXAMEN

22.1. AJOUT D'ÉTABLISSEMENTS

Les autres établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Sud Lorraine pourront, le cas échéant, être intégrés au présent accord-cadre au cours de son exécution, par voie d'avenant :

ARTICLE 23. ÉVÉNEMENT IMPRÉVISIBLE

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas d'évènement imprévisible que les parties prenantes ne pouvaient anticiper de par sa nature ou son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché examinent les conséquences, notamment financières, de la survenue de cet évènement.

Le cas échéant, les deux parties conviennent, par voie d'avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis préalablement par le titulaire du marché.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

ARTICLE 24. PHARMACOVIGILANCE

Sont à la charge du titulaire, toute modification du produit pour des motifs de sécurité ou de pharmacovigilance et dont l'origine est imputable à un défaut de conception, à un vice caché ou à une non-conformité du produit à des textes.

Le titulaire s'engage à communiquer au correspondant pharmacovigilance du CHRU de Nancy pendant toute la durée du marché, toute information concernant le produit, susceptible de mettre en cause la sécurité du patient.

Le titulaire doit préciser par écrit les noms et coordonnées de son correspondant de pharmacovigilance.

ARTICLE 25. CLAUSE DE SECURISATION D'APPROVISIONNEMENT

Le titulaire s'engage à organiser sa chaîne logistique et à tout mettre en œuvre pour sécuriser l'approvisionnement des produits finis au CHRU de Nancy pendant l'intégralité de la durée du marché de manière générale et en temps de tensions.

ARTICLE 26. TRANSITION DE DEBUT D'EXECUTION DE MARCHE

Le fonctionnement des services des établissements ne devra en aucune manière souffrir en cas de changement de prestataire à l'issue du présent marché. Aussi, en cas de changement de prestataire quelle qu'en soit la cause (après remise en concurrence à l'issue du présent marché, ou en cas de résiliation avant terme), le titulaire s'engage à assurer la continuité de service, afin d'accompagner la montée en charge du

nouveau prestataire pendant la période de recouvrement. Le titulaire du présent marché aura pris toutes mesures nécessaires pour assurer la continuité de service à un niveau de qualité constant, pendant la durée prévue pour toutes prestations faisant l'objet du présent marché.

Le titulaire doit se coordonner pour la mise en place de ses machines avec le service biomédical de l'établissement en fonction du calendrier de mise en place du nouveau parc. Cela devra s'effectuer dans un délai qui ne devra excéder 3 mois.

ARTICLE 27. RÉCEPTION, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES

La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un récépissé transport lors de la réception à quai. Le bordereau de transport sera obligatoirement présenté au réceptionnaire pour signature. Celui-ci assurera les opérations de vérification simples (exemple : l'état des cartons, l'état des palettes et de la palettisation, le respect des normes européennes en vigueur pour la dimension des palettes ...). Il pourra, le cas échéant, émettre des réserves quant à l'état d'acheminement des produits.

Pour le contrôle de conformité à la commande, le bon de livraison est obligatoire.

ADMISSION

Le pharmacien responsable ou son représentant dispose de 15 jours à compter de la date de livraison pour accepter quantitativement et qualitativement les fournitures et procéder aux essais éventuels. À l'issue des opérations de vérification, il prend la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet.

Dans tous les cas, les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

ARTICLE 28. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION SUITE A LIVRAISON DE FOURNITURES OU EQUIPEMENTS

28.1. VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées au moment de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée/exécutée.

28.2. VÉRIFICATIONS QUALITATIVES

S'agissant des équipements biomédicaux,

Dans un premier temps, un procès-verbal de réception quantitative sera dressé contradictoirement entre les parties au moment de la livraison. Ce PV autorise la mise en service de l'équipement.

Dans un second temps, un procès-verbal de réception qualitative sera établi en présence des mêmes personnes.

Si aucune réserve n'est émise, ce procès-verbal marquera le point de départ de la période de garantie et du délai global de paiement.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour y procéder et notifier sa décision est de 30 jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

S'agissant des dispositifs médicaux,

Plusieurs types de contrôles qualitatifs (conformité de la référence livrée à la référence commandée, date de péremption, état des cartons, etc.), ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications du marché, seront effectués à la livraison des produits.

ARTICLE 29. INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION

Le pharmacien doit avoir accès aux informations techniques, concernant les produits proposés (documents, référence à des banques de données, etc...). La documentation sera en langue française.

Les données techniques ne doivent être ni restreintes ni faussées.

Le titulaire du marché s'engage à former en tant que de besoin les utilisateurs à l'emploi des produits proposés, consommables et équipements.

La société précisera, à l'appui de son offre, les conditions d'accompagnement et de formation prévus pour l'utilisation de la technique proposée.

ARTICLE 30. GARANTIE

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

ARTICLE 31. PÉNALITÉS ET PRIMES

Pénalité de retard et de livraison partielle

En cas de retard sur les délais de livraison tels que contractualisés dans l'accord-cadre, de livraison partielle ou reliquat de commande par le fait du titulaire, celui-ci est passible d'une pénalité par jour calendaire de retard, par application de la formule suivante :

$$P=30+ (V \times R)/250$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités.

V = valeur HT des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = nombre de jours de retard.

Dans l'hypothèse où le titulaire aurait proposé un produit de remplacement, le refus de cette solution de remplacement par l'établissement ne dédouane pas le titulaire des pénalités de livraison partielle.

Pénalité de non-conformité sur une commande

Ces pénalités pourront faire l'objet d'une facturation trimestrielle ou semestrielle.

La non-conformité s'entend Lorsque l'établissement constate un défaut qualitatif ou comptable par rapport au bon de commande ou par rapport aux documents contractuel (hors retard), la formule suivante est applicable :

Montant de la pénalité = nombre de lignes de commande impactées par la non-conformité x 15 euros

Pénalité de non-conformité sur une facturation

Lorsque l'établissement constate un défaut relatif à la facturation par rapport au bordereau de prix, aux quantités facturées ou autres écarts, la formule suivante est applicable :

Montant de la pénalité = nombre de lignes de facture impactées par la non-conformité x 15 euros

Pénalité de non-conformité bordereau livraison ou absence BL

Lorsque l'établissement constate une erreur sur le bordereau de livraison, la formule suivante est appliquée :

Montant de la pénalité = nombre d'erreurs x 10 euros

L'absence du bordereau de livraison est sanctionnée comme suit :

Montant de la pénalité = 15 euros par bordereau absent.

Le titulaire a la possibilité de transmettre, dans les 24h suivant la déclaration de l'établissement, un duplicata du bordereau de livraison évitant la mise en œuvre de la pénalité.

Pénalité de retard livraison des équipements en MAD

Au démarrage du marché, la livraison des équipements en MAD est réputée commencer dans le mois suivant le démarrage du marché, après coordination avec le service biomédical et dans un délai ne dépassant pas 3 mois.

En cas de livraison ultérieure une pénalité pour retard de livraison des équipements sera appliquée.

Elle sera égale à 2% du montant des consommables commandés.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre la date de livraison prévue et la date de livraison réelle.

Pénalité d'indisponibilité des équipements en MAD

Si le taux de disponibilité de l'équipement n'atteint pas au minimum 95% à date anniversaire du contrat, une pénalité pour indisponibilité sera appliquée. Elle sera égale à 2% du montant des consommables commandés à la date anniversaire du contrat.

Ces pénalités ne pourront, en tout état de cause, excéder 10% du montant des consommables commandés à la date anniversaire du contrat. Elles feront l'objet d'un avoir établi au 1^{er} trimestre de la période suivante.

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, elles sont dues dès le premier euro.

De plus, elles sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités appliquées au titulaire est plafonné à 15% du montant total hors taxes du marché.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 32. DISPOSITIONS APPLICABLES EN L'ABSENCE DE LIVRAISON

En cas de refus ou d'impossibilité d'effectuer les livraisons, ou de retard de celles-ci, le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de ne soit supérieur au prix fixé dans le cadre de l'accord-cadre initial.

En cas de désaccord, l'établissement se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcoût et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion ...) au titulaire du marché jusqu'à la remise à disposition du produit.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

ARTICLE 33. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'ARRÊT DE COMMERCIALISATION

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la période d'exécution de l'accord-cadre le titulaire pourra proposer de fournir des produits de remplacement, même de technologie plus avancée, aux prix définis dans le cadre de l'accord-cadre initial.

En cas de désaccord, l'établissement se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcoût et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de livraison ...) au titulaire jusqu'à la date fixée de résiliation du marché. Le titulaire ne pourra prétendre à être indemnisé du fait de cette décision de résiliation.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent

lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

ARTICLE 34. CAS DE RÉSILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Le marché public pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché (ou le lot concerné) sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 40 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché (ou du lot concerné), l'établissement pourra s'approvisionner chez un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Résiliation pour faute du titulaire :

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 41 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché, l'établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

ARTICLE 35. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Dans l'attente de la nouvelle livraison, l'établissement a toujours le droit, afin d'assurer la marche normale du service, de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

ARTICLE 36. DIFFÉRENTS ET LITIGES

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché.

36.1. MÉDIATEUR INTERNE

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à sa validité, son exécution ou son interprétation.

Afin de faciliter cet objectif de rapprochement des points de vue, en cas de différend entre le titulaire et le bénéficiaire du marché, le titulaire peut, après avoir mis en œuvre les dispositions prévues au CCAG, recourir au médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine en complément des modes de règlement amiable des différends prévus au CCAG.

Le médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine, mis en place dans le souci d'instaurer des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs, peut être saisi à l'adresse suivante : mediateur@chru-nancy.fr.

Le demandeur indique, dans sa saisine, le numéro du marché ainsi que, le cas échéant, le lot, concerné par le différend. Il décrit l'objet du différend et les démarches entreprises jusque-là par les parties pour s'efforcer de le régler à l'amiable. Il peut joindre toutes pièces utiles au soutien de la demande.

La durée de la procédure de médiation est fixée à deux mois à compter de la réception de la saisine sauf si les parties en décident autrement d'un commun accord. Le médiateur peut à tout moment considérer que la médiation a échoué, et en tout état de cause, si le délai fixé est dépassé. Il en avisera les parties.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels, sauf quand leur divulgation est nécessaire pour la mise en œuvre de l'accord trouvé par les parties.

36.2. TRIBUNAL COMPÉTENT

La juridiction compétente en cas de litige, après tentative amiable entre les parties, est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cedex.

PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots:

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 20 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

ANNEXE 1 - INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Je soussigné(e),

Nom du signataire	
Prénom	
Qualité	
Téléphone	
Courriel	

Déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à la clause d'insertion qui vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

M'engage si je suis déclaré attributaire du lot n° , à mener, dans l'exécution et sur la durée du marché, une action d'insertion permettant la réalisation d'un nombre d'heures d'insertion, au moins égal à celui indiqué au contrat.

M'engage pour assurer la mise en œuvre de la clause d'insertion, à mener une action d'insertion en privilégiant, parmi les modalités proposées ci-dessous, l'option n° .

- Option 1 : Sous-traitance ou co-traitance avec une entreprise d'insertion
- Option 2 : Recours à la mise à disposition de salariés en insertion
- Option 3 : Embauche directe de salariés en insertion

M'engage à fournir, à la demande de l'acheteur et dans le délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de la clause sociale.

Fait à	
Le	
Signature et cachet	